

# Belgique: quelle protection pour le secret des sources?

*François Jongen*

*Professeur à l'Université Catholique de Louvain*

Le 15 juillet 2003, la Cour européenne des droits de l'homme condamnait la Belgique pour violation de l'art. 10 de la Convention dans l'affaire Ernst et consorts, concernant des perquisitions à grande échelle organisées chez des journalistes et au siège de plusieurs médias suite à des fuites intervenues dans le dossier très sensible de l'assassinat du ministre d'Etat André Cools. Même si cet arrêt confirmait pour l'essentiel la jurisprudence dégagée dans une affaire antérieure (Roemen et Schmit contre Luxembourg du 25 février 2003, *medialex* 2003, p. 116), il fit un certain bruit dans un pays pour lequel de telles condamnations ne sont pas fréquentes. Et le bruit fut d'autant plus amplifié que les journalistes, premiers concernés par la question, ne se privèrent pas d'y donner un large écho.

Dès lors, la Belgique institutionnelle et politique prit soudainement conscience du problème posé par l'absence de toute législation quant au secret des sources. Jusque là pourtant, ce vide juridique semblait faire l'affaire de tous: l'AGJPB (Association générale des Journalistes professionnels de Belgique), puissant syndicat de journalistes, semblait préférer une absence de loi à une mauvaise loi, craignant qu'un texte trop précis s'avère inévitablement plus restrictif que ce que pourraient décider, au cas par cas, les tribunaux. Et effectivement, dans les quelques affaires où se posaient des questions de secret des sources, les tribunaux belges semblaient faire application de la jurisprudence Goodwin de la Cour de Strasbourg.

Il y avait eu toutefois quelques exceptions à cette position de principe des juges, et d'aucuns avaient notamment fait grand cas d'une ordonnance rendue sur requête

unilatérale (procédure d'urgence non contradictoire) imposant à deux journalistes, sous peine d'astreinte, de mettre leurs documents à disposition d'un huissier de justice. Même si cet ordre avait été levé sur tierce opposition, le contexte était mûr pour que plusieurs parlementaires déposent, avec le soutien des journalistes, des propositions de loi pour garantir le secret des sources. A l'heure où ces lignes sont écrites (août 2004), la nouvelle loi n'a pas encore été adoptée, mais il ne fait pas de doute qu'elle le sera sous peu tant le consensus s'est fait sur son principe: ce n'est que sur certaines modalités qu'il y a encore des divergences.

Après avoir été discutée à la Chambre des représentants d'octobre 2003 à mai 2004 (avec, notamment, force auditions publiques des secteurs intéressés), la proposition de loi a été adoptée provisoirement. Mais, dans un pays où le bicaméralisme n'est plus systématique, le Sénat a souhaité exercer son droit d'évocation et a mené à son tour diverses consultations. Nombre de politiques craignent la presse et s'efforcent dès lors d'apparaître comme ceux qui auront le plus à cœur la défense des droits des journalistes. Interrompu par les élections régionales du 13 juin 2004, le processus législatif a repris et devrait aboutir sous peu.

Il est d'abord apparu essentiel de consacrer le secret des sources dans un texte spécifique, et non dans un instrument existant tel que le code pénal, le code civil ou le code judiciaire: la crainte existait en effet que la portée du principe fût alors limitée soit au domaine pénal, soit aux litiges civils. Après discussion, les députés ont finalement retenu l'intitulé de «loi accordant aux journalistes le droit de taire leurs sources d'information».

**Zusammenfassung:** *Bis heute gab es in Belgien keine spezifische gesetzliche Regelung zum Quellenschutz der Journalisten, aber die Gerichte haben die Grundsätze des Goodwin-Entscheides des Europäischen Menschenrechtsgerichtshofes von 1996 angewendet. Das Ausser-Kontrolle-Geraten einiger belgischer Entscheide und die Verurteilung von Belgien im Fall Ernst und Mitbeteiligte hat den Gesetzgeber veranlasst, die Gesetzeslücke zu schliessen. Ein Gesetz, welches den Journalisten erlaubt, die Informationsquellen geheim zu halten, wird bald angenommen werden. Unstimmigkeiten gibt es noch bezüglich der Geltung von Ausnahmen.*

**Résumé:** *Jusqu'ici il n'y avait pas en Belgique de disposition légale spécifique pour protéger le secret des sources des journalistes, mais les tribunaux appliquaient généralement les principes de l'arrêt Goodwin, l'arrêt-phare rendu en 1996 par la Cour européenne des droits de l'homme. Coup sur coup, les dérapages de certaines juridictions belges et la condamnation de la Belgique par la Cour dans l'affaire Ernst et consorts ont conduit le législateur à vouloir combler ce vide. Une loi «accordant aux journalistes le droit de taire leurs sources d'information» est sur le point d'être adoptée, mais des désaccords subsistent quant à la portée des exceptions qui seront apportées au principe.*

Il a ensuite été admis que le secret des sources devait être garanti non pas aux seuls journalistes professionnels (qui bénéficient, en Belgique, d'un statut spécifique) mais à «quiconque traite l'information sous forme de communication avec le public», l'idée étant de viser aussi les pigistes, photographes et autres indépendants qui ne bénéficient pas du statut de journaliste professionnel. Cette définition ne satisfait toutefois pas les éditeurs, qui voudraient la voir étendue, conformément à la recommandation du Conseil de l'Europe du 8 mars 2000, aux «autres personnes qui, à travers leurs relations professionnelles avec les journalistes, prennent connaissance d'informations identifiant une source à travers la collecte, le traitement éditorial ou la publication de cette information». C'est-à-dire, notamment, aux éditeurs eux-mêmes.

#### Querelle autour des exceptions

Le principe énoncé par l'art. 3 du projet de loi est que «tout journaliste a le droit de taire ses sources d'information» et que, sauf dans certains cas, «il ne peut pas être contraint de révéler ses sources d'information et de communiquer tout renseignement, enregistrement et document susceptible notamment de révéler l'identité de ses informateurs, (ou) de dévoiler la nature ou la provenance de ses informations». On l'aura compris: l'essentiel du débat s'est focalisé sur la portée des exceptions à ce principe, inscrites à l'art. 4 du projet de loi.

La proposition de loi initiale ne prévoyait d'exceptions que pour «les données concernant des infractions risquant de porter atteinte à l'intégrité physique d'une ou de plusieurs personnes». Amené à rendre un avis sur la proposition, le Conseil supérieur de la Justice fit remarquer que ce seul objectif était insuffisant, l'alinéa 2 de l'art. 10 de la Convention prévoyant notamment une série d'autres finalités pouvant justifier des restrictions à la liberté d'expression. Certains proposèrent de protéger non seulement l'intégrité physique des personnes mais aussi leur intégrité psychique, soulignant les dégâts irréversibles que pouvaient causer certaines atteintes à l'honneur et à la réputation.

L'idée ne fut pas retenue. En revanche, le contexte international et les menaces ter-

roristes pesant en Europe amenèrent la Commission de la justice de la Chambre à étendre la portée des exceptions aux cas où la divulgation des sources serait de nature à prévenir certaines infractions particulièrement graves telles que visées à l'art. 137 du Code pénal. Dans son état actuel, le projet prévoit donc que, dans ces hypothèses et à la requête du juge, le journaliste peut être tenu de révéler ses sources pour autant que soient remplis aussi les critères de proportionnalité («les informations demandées revêtent une importance cruciale pour la prévention de ces infractions») et de subsidiarité («les informations demandées ne peuvent être obtenues d'aucune autre manière»). Jugeant la portée de ces exceptions trop larges, l'Association des journalistes professionnels a toutefois plaidé pour un retour au texte initial - moins restrictif, de la proposition.

#### Plus de crainte à avoir...

Si l'on peut considérer que les art. 3 et 4 du projet de loi rencontrent les principes dégagés de la jurisprudence Goodwin de la Cour européenne des droits de l'homme, il est encore deux autres dispositions qui visent à traduire les enseignements des arrêts Ernst en consorts d'une part, Fressoz et Roire de l'autre.

L'art. 5, d'abord, expose que «les mesures d'information ou d'instruction telles que fouilles, perquisitions, saisies, écoutes téléphoniques et enregistrements ne peuvent concerner des données relatives aux sources d'information du journaliste que si ces données sont susceptibles de prévenir la commission des infractions visées à l'article 4 et dans le respect des conditions qui y sont définies». L'art. 6, de son côté, prévoit que le journaliste ne peut être poursuivi sur la base de l'art. 505 du Code pénal (punissant le recel) lorsqu'il exerce son droit à ne pas révéler ses sources d'information.

Il n'est pas interdit de penser que le Sénat adoptera le projet de loi tel quel, surtout maintenant que l'absence de toute échéance électorale en vue peut aider les sénateurs à braver le mécontentement éventuel des journalistes. ■

# IPR zwischen Medienfreiheit und Persönlichkeitsschutz

*Michael A. Wagner*

*Dr. iur., stv. juristischer Direktor, Europäische Rundfunkunion, Genf*

Im Rahmen ihrer erweiterten Zuständigkeit im Bereich der justiziellen Zusammenarbeit in Zivilsachen (Art. 6 und 65 EG-Vertrag) unternimmt die Europäische Kommission derzeit Anstrengungen, die **Harmonisierung des IPR** voranzutreiben. Eine einheitliche Regelung über das auf vertragliche Schuldverhältnisse anwendbare Recht gibt es bereits (**Rom I**; Römisches Übereinkommen vom 19. Juni 1980 über das auf vertragliche Schuldverhältnisse anzuwendende Recht; dieses Übereinkommen soll durch die Rom I-Verordnung abgelöst werden). Nun gilt es die für **ausservertragliche Schuldverhältnisse** - insbesondere unerlaubte Handlungen - bestehende Lücke zu schliessen (**Rom II**).

Von besonderem Interesse für Rundfunk und Presse ist dabei die Frage, welches Recht auf Verletzungen der Ehre, der Privatsphäre oder anderer Persönlichkeitsrechte Anwendung findet, insbesondere wenn das Opfer im Ausland wohnt und/oder die Publikation im Ausland verbreitet worden ist.

Die praktische Relevanz dieser Frage folgt daraus, dass selbst innerhalb Europas die gesetzliche Ausgestaltung des Persönlichkeitschutzes und die gerichtliche Praxis stark variieren (zum Beispiel was die Abwägung betrifft zwischen dem Informationsinteresse der Öffentlichkeit und der Medienfreiheit einerseits und dem Schutz der Privatsphäre andererseits).

Die Antwort auf die Frage nach dem anwendbaren Recht wird dadurch kompliziert, dass sie von der Vorfrage abhängt, welches Gericht international zuständig ist. Innerhalb der Europäischen Union ist die internationale Zuständigkeit der Gerichte in der sogenannten «Brüssel I-Verordnung» geregelt, die an die Stelle des Brüsseler Übereinkommens von 1968 getre-

ten ist; praktisch inhaltsgleiche Regeln gelten auch für die Schweiz dank des zwischen EG- und EFTA-Staaten abgeschlossenen Luganer Übereinkommens von 1988. Bei unerlaubten Handlungen kann der Verletzte demnach grundsätzlich sowohl dort Klage erheben, wo der Beklagte seinen Wohnsitz hat, als auch dort, wo «das schädigende Ereignis eingetreten ist» (Art. 5 Nr. 3). Was aber bedeutet dies bei der Beeinträchtigung von Persönlichkeitsrechten durch die Medien?

Der Europäische Gerichtshof (EuGH) hat in seiner **Shevill Entscheidung** den Ort des Schadenseintritts bei Ehrverletzungen durch Presseartikel untersucht und dabei auf den Staat verwiesen, «in dem die Veröffentlichung verbreitet und das Ansehen des Betroffenen nach dessen Behauptung beeinträchtigt worden ist» (Urteil des EuGH vom 7. März 1995, Rs. C-38/68, Fiona Shevill u.a. gegen Presse Alliance SA, Slg. 1995, I-415). Dies hat zur Folge, dass der Geschädigte nach dem Brüsseler Übereinkommen eine Schadenersatzklage sowohl (a) dort erheben kann, wo das betreffende Presseunternehmen seinen Sitz hat, als auch (b) überall dort, wo die Veröffentlichung verbreitet und das Ansehen des Betroffenen beeinträchtigt worden sein könnte. Im Fall (b) macht der EuGH jedoch eine wichtige Einschränkung, indem er die Zuständigkeit des Gerichts auf jene Schäden beschränkt, die in dem betreffenden Staat verursacht worden sind.

## Vorschlag der Kommission zum anwendbaren Recht bei persönlichkeitsrechtlichen Klagen

Im Juli 2003 hat die Europäische Kommission einen Vorschlag für eine Verordnung über das auf ausservertragliche Schuldverhältnisse anzuwendende Recht vorgelegt (Rom II-Verordnung; KOM(2003) 427 v. 22.7.2003).

**Résumé:** *Comme il ressort du débat en cours au sein de l'Union européenne à propos de la proposition de Règlement «Rome II», les atteintes présumées des médias aux droits de la personnalité posent des questions particulièrement délicates et controversées au niveau du droit international privé. Quelle est la loi applicable en la matière? Celle de tous les pays où a été diffusée une publication ou une émission? Celle du pays où la personne concernée a sa résidence habituelle? Ou plutôt celle du pays où se trouve le tribunal saisi de l'affaire? Chacune de ces options présente des risques pour la liberté de la presse. Aussi, les médias souhaitent-ils un amendement de la proposition de Règlement qui fasse en sorte de désigner, en règle générale, la loi du pays d'origine, c'est-à-dire celle du pays où l'entreprise éditrice a son siège et dans lequel s'effectue normalement la diffusion principale.*

**Zusammenfassung:** *Wie die derzeitige Diskussion in der Europäischen Union zum «Rom II» Verordnungsvorschlag zeigt, werfen Streitigkeiten wegen behaupteter Persönlichkeitsrechtsverletzungen durch die Medien besonders schwierige und umstrittene Fragen für das Internationale Privatrecht auf: Soll hier das Recht all derjenigen Länder Anwendung finden, in denen eine Zeitung oder eine Rundfunksendung verbreitet worden ist? Oder das Recht des Landes, in dem der Betroffene seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat? Oder vielmehr das Recht des Landes des angerufenen Gerichts? All diese Lösungen beinhalten Gefahren für die Pressefreiheit. Deshalb wünschen die Medien eine Änderung des Verordnungsentwurfs mit dem Ziel, dass im Regelfall das Recht des Herkunftslandes angewandt wird, d.h. des Landes, in dem das Medienunternehmen seinen Sitz hat und in dem normalerweise die hauptsächliche Verbreitung stattfindet.*

Der Entwurf enthält in Art. 6 eine besondere Kollisionsnorm für Fälle der Verletzung der Privatsphäre und der Persönlichkeitsrechte:

1. Auf außervertragliche Schuldverhältnisse, die aus einer Verletzung der Privatsphäre oder der Persönlichkeitsrechte entstanden sind, findet das Recht des Ortes des angerufenen Gerichts (lex fori) Anwendung, wenn die Anwendung des nach Artikel 3 bezeichneten Rechts mit den wesentlichen Grundsätzen der lex fori in Bezug auf die Meinungs- und Informationsfreiheit unvereinbar wäre.
2. Das Recht auf Gegendarstellung oder gleichwertige Maßnahmen richtet sich nach dem Recht des Staates, in dem sich der Ort des gewöhnlichen Aufenthalts des Sendeunternehmens oder des Zeitungsverlags befindet.

Diese Regelung ergänzt die Grundregel in Art. 3 Abs. 1, wonach bei unerlaubten Handlungen das Recht des Staates anzuwenden ist, «in dem der Schaden eintritt oder einzutreten droht».

In der Begründung zum Verordnungsvorschlag setzt sich die Kommission ausführlich mit den Belangen der Meinungs- und Informationsfreiheit auseinander und schildert die derzeit bestehende Rechtszersplitterung und Rechtsunsicherheit. Aus Platzgründen kann hier leider nicht auf die in den verschiedenen Ländern praktizierten Lösungen eingegangen werden (siehe dazu: KADNER GRAZIANO TH., Europäisches Internationales Deliktsrecht, Tübingen 2003, insbesondere S. 79-86; ders., La responsabilité délictuelle en droit international privé européen, Genève/Paris 2004).

Interessant ist, dass die Kommission in der Begründung auch eine von ihr früher (in einem Vorentwurf aus dem Mai 2002) ins Auge gefasste Lösung erwähnt, wonach das Recht am gewöhnlichen Aufenthalt des Betroffenen gelten sollte. Diese Lösung hatte gegenüber der jetzt in Art. 6 Abs. 1 vorgeschlagenen zwar den Vorteil der Klarheit und Eindeutigkeit, wurde von der Kommission jedoch zu Recht aufgegeben, weil sie weder die Interessen der Medien noch die der Gerichte ausreichend berücksichtigte. In der Praxis werden Klagen meistens am Sitz des Medienunternehmens erhoben:

Sollte dieses Gericht nun gezwungen sein, das Recht eines anderen Landes anzuwenden, weil der Kläger dort seinen Wohnsitz hat (und sei es nur aus steuerlichen Gründen), und das selbst dann, wenn die Veröffentlichung dort niemals verbreitet worden ist?

Art. 6 Abs. 2, der für Gegendarstellungen ausschliesslich auf das Recht des Herkunftslandes verweist, befindet sich im Einklang mit Art. 2, 2a und 23 der EG-Fernsehrichtlinie und dem entsprechenden Übereinkommen des Europarates und entspricht der Praxis in den meisten Ländern.

### Behandlung des Vorschlags im Rat

In der zuständigen Rats-Arbeitsgruppe hat Anfang Juli 2004 eine erste (nichtöffentliche) Diskussion zu Art. 6 stattgefunden, nachdem bereits zuvor zahlreiche Mitgliedstaaten Änderungsvorschläge eingereicht hatten. Interessant ist ein von Grossbritannien eingebrachter Kompromissvorschlag, der auf der oben erwähnten Shevill-Entscheidung des EuGH aufbaut und mittels zweier komplementärer Elemente einen fairen Interessenausgleich zwischen Medien und Opfern herbeizuführen sucht:

- Im Regelfall käme das Recht des Staates zur Anwendung, in dem die Entscheidung zur Veröffentlichung getroffen worden ist, d.h. normalerweise dort, wo das Presse- oder Sendeunternehmen seinen Sitz hat (siehe zum Beispiel die Definition in Artikel 2 Abs. 3 der EG-Fernsehrichtlinie).
- Der Kläger hätte jedoch die Möglichkeit, seine Klage auf denjenigen Schaden zu begrenzen, der in dem Mitgliedstaat entstanden ist, wo er die Klage erhoben hat; in diesem Fall fände (ausnahmsweise) die lex fori Anwendung, d.h. das Recht am Gerichtsort.

### Behandlung des Vorschlags im Parlament

Im Parlament wurde die erste Lesung im April 2004 unterbrochen, als sich abzeichnete, dass eine Abstimmung im Plenum vor den Wahlen im Juni nicht mehr realisierbar war.

Zuvor hatte jedoch die Berichterstatterin, Frau Diana Wallis, einen detaillierten Ent-



wurf vorgelegt, der (in seiner Fassung vom 5.4.2004) eine pragmatische Lösung der hier diskutierten Fragen enthält. Danach sollte im Falle des Art. 6 Abs. 1 das Gericht prüfen, ob eine Veröffentlichung oder Rundfunksendung unter Berücksichtigung einer Reihe von Kriterien (insbesondere primäre Zielrichtung, Sprache, tatsächliche Nutzung) eine «offensichtliche engere Verbindung» zu einem bestimmten Staat aufweist und in diesem Fall das Recht dieses Staates anwenden. Das strenge Herkunftslandprinzip in Art. 6 Abs. 2 sollte beibehalten und auf Präventivmassnahmen, insbesondere Unterlassungsansprüche erstreckt werden.

### Forderungen der Medien

Während die Anerkennung des Herkunftslandprinzips für Gegendarstellungen und gleichartige Massnahmen einhellig begrüsst wird, wird die von der Kommission in Abs. 1 vorgeschlagene Regelung von den Medien als unbefriedigend und verunglückt empfunden. Sowohl die klassischen Printmedien also auch die elektronischen Medien wünschen stattdessen eine weitergehende Anwendung des Herkunftslandprinzips. Beispielhaft sei hier auf die Position der Europäischen Rundfunkunion verwiesen ([www.ebu.ch](http://www.ebu.ch), unter «Position Papers» abrufbar).

Dass andere Lösungen die journalistische Arbeit und die gesellschaftliche Rolle der Medien gravierend beeinträchtigen können, liegt auf der Hand. Es ist schon nicht einfach, das Verhältnis von Medienfreiheit und Persönlichkeitsschutz nach dem eigenen Recht zu beurteilen. Eine solche Prüfung nach dem Recht aller Länder vorzunehmen, in dem ein Massenmedium zur Verbreitung gelangt oder in dem potentiell Betroffene wohnhaft sind, geht weit über das praktisch Mögliche hinaus. Rechtliche Anforderungen an Journalisten und Medien, die unmöglich zu erfüllen sind, schaffen aber ein Klima der Unsicherheit, wenn nicht gar der Einschüchterung («chilling effect»).

Zudem ist zu beachten, dass die Rom II-Verordnung, wie von der Kommission vorgeschlagen, universalen Charakter hat und nicht nur Konfliktfälle innerhalb der Europäischen Union regelt. Dies bedeutet

zugleich, dass die Verordnung zur Anwendung des Rechts von Drittstaaten führen kann. Man kann sich ausrechnen, was es für Journalisten bedeutet, wenn solche fremden Rechtsordnungen mit der europäischen Rechtstradition, insbesondere der in Artikel 10 EMRK verbrieften Meinungs- und Informationsfreiheit, nicht viel gemein haben. Genau dieser Gefahr soll nun der von der Kommission vorgeschlagene Art. 6 Abs. 1 vorbeugen. Tut er dies wirklich?

Der erste Schwachpunkt aus der Sicht der Medien besteht darin, dass die Regelung als Massstab für die Gewährleistung der Meinungs- und Informationsfreiheit nicht das Ursprungsland, sondern das Land des Gerichts nimmt. Da aber - wie oben aufgezeigt - der Kläger ein Wahlrecht hinsichtlich des Gerichtsortes hat, kann er damit indirekt auch das anwendbare Recht und den Grad der Gewährleistung der Meinungsfreiheit wählen. Statt den höchsten Schutzstandard für die Medien zu sichern, gibt sich die Regelung mit einem schwächeren Standard zufrieden, und ladet den Kläger auch noch zum «Forum-Shopping» ein, eine Praxis, die durch die europäische Harmonisierung eigentlich gerade unterbunden werden sollte.

Der zweite Schwachpunkt liegt darin, dass das anwendbare Recht aus Sicht der Medien unvorhersehbar bleibt, und sogar eine simultane Anwendung zahlreicher Rechtsordnungen droht, wenn - wie üblich - ein Massenmedium international verbreitet wird. Die Folgen einer solchen simultanen Anwendung wären besonders krass, wenn ein Unterlassungsanspruch, der nach dem Recht eines einzigen Verbreitungslandes gerechtfertigt wäre, dazu führen würde, die Verbreitung etwa einer Rundfunksendung - zumindest de facto - insgesamt zu unterbinden, obwohl sie in anderen Ländern - und insbesondere im Herkunftsland - mit der Rechtsordnung völlig im Einklang steht.

Die internationale Verbreitung der Massenmedien ist heutzutage eine Selbstverständlichkeit. Man muss nicht unbedingt gleich an das Internet denken, das naturgemäss keine geographische Begrenzung der Verbreitung kennt. Bekanntlich hat auch die Verbreitung von Radio und Fern-

sehen mittels terrestrischer Sender niemals an Grenzen Halt gemacht. Seitdem die Satellitentechnologie in Europa Einzug gehalten hat - inzwischen empfangen über 20% der Haushalte ihre Fernsehprogramme auf diesem Weg - sind zahlreiche frei empfangbare Programme über Astra und Eutelsat in ganz Europa, in Nordafrika und im Nahen Osten empfangbar. Dies dehnt nicht nur den Kreis der potentiell anwendbaren Rechtsordnungen unerträglich aus, sondern macht auch unmöglich, was bei den Printmedien noch machbar ist: die Verbreitung einzelner Sendungen für

bestimmte Länder gezielt zu unterlassen. Nach Ansicht der Medien muss eine europäische Harmonisierung des IPR dieser Realität Rechnung tragen. Auf welchem Wege auch immer man es erreicht: Im Normalfall sollte das Recht desjenigen Landes zur Anwendung kommen, in dem die journalistische bzw. herausgeberische Tätigkeit stattgefunden hat. Ausnahmen müssten besonders gerechtfertigt sein, etwa in Fällen, in denen sich ein Medium gezielt an ein ausländisches Publikum richtet. ■

## D'AUTRE PART UND AUSSERDEM

### Neues Deutsches «Anti-Paparazzi-Gesetz»

Der Deutsche Bundestag hat am 29. April dieses Jahres das «Gesetz zum verbesserten Schutz der Intimsphäre», das in den Medien als «Anti-Paparazzi-Gesetz» diskutiert wurde, einstimmig verabschiedet. Mit dem neu ins Strafgesetzbuch eingefügten § 201a wird nun die «Verletzung des höchstpersönlichen Lebensraumes durch Bildaufnahmen» unter Strafe gestellt:

«Wer von einer anderen Person, die sich in einer Wohnung oder einem gegen Einblick besonders geschützten Raum befindet, unbefugt Bildaufnahmen herstellt oder überträgt» kann mit bis zu einem Jahr Gefängnis bestraft werden. Bisher waren solche Aufnahmen nicht verboten, wohl aber ihre Veröffentlichung.

Deutsche Verlegerverbände und Presserat hatten die Vorlage abgelehnt, da sie ebenfalls gegen investigativen Bildjournalismus interpretiert und so als Gefahr für die Medienfreiheit und den freien Zugang zu Informationen bezeichnet werden kann. Aus Schweizerischer Sicht ist diese Norm mit unserem Art. 179<sup>quater</sup> StGB vergleichbar. ■

### Bilatérales bis: programme MEDIA engrangé

Grâce à l'acceptation du programme MEDIA compris dans le deuxième paquet des accords bilatéraux, la Suisse va pouvoir participer à la promotion de la création et de la distribution d'œuvres audiovisuelles communautaires, ainsi qu'à un programme de formation destiné aux professionnels de l'industrie européenne du cinéma. Les productions cinématographiques et télévisuelles helvétiques pourront bénéficier des mesures de soutien de l'Union européenne. La Suisse peut désormais: envisager une plus grande diffusion de ses films sur les marchés des Etats membres de l'UE, une augmentation des possibilités de co-production de films suisses avec les pays de l'UE, l'obtention de subventions directes pour la distribution de productions helvétiques, etc.

En contrepartie, la Suisse devra d'une part participer financièrement au projet à hauteur de 3,75 mio d'euros, d'autre part adapter sa législation aux exigences du droit européen en matière de télévision (directive Télévision sans frontières). Cette adéquation au droit européen concerne l'obligation expresse de transposer les exigences relatives aux quotes-parts minimales de diffusion des œuvres européennes (50%) et des productions indépendantes (10%), exigences déjà réalisées en pratique par les radiodiffuseurs suisses. Dans le meilleur des cas, la Suisse devrait officiellement intégrer MEDIA au printemps 2005. ■